

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works & Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax,(N.E.)
B3J 1T3
Halifax
Bid Fax: (902) 496-5016**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Real Property Contracting
1713 Bedford Row
P.O. Box 2247/C.P.2247
Halifax, N.S./Halifax, (N.E.)
B3J 3C9
Halifax

Title - Sujet ASPHALT PAVING AND REPAIRS	
Solicitation No. - N° de l'invitation W010C-12C004/A	Date 2012-03-28
Client Reference No. - N° de référence du client W010C-12-C004	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWA-122-4869
File No. - N° de dossier PWA-1-64236 (122)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-05-08	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Chinye, Chukwudi	Buyer Id - Id de l'acheteur pwa122
Telephone No. - N° de téléphone (902)496-5476 ()	FAX No. - N° de FAX (902)496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE FORMATION CONSTRUCTION ENGINEERING M.F. ATL. WILLOW PARK BLDG 7 HALIFAX NOVA SCOTIA B3K5X5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Procédures pour les commandes subséquentes
8. Instrument de commande
9. Limite des commandes subséquentes
10. Limitation financière
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations

13. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Exigences en matière d'assurance
7. Clauses du guide des CCUA

Liste des annexes :

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- Annexe D - Exigences en matière d'assurance
- Annexe E - Formulaire portant sur l'utilisation des fonds
- Annexe F - Échelle des justes salaires

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent: |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, la liste de vérification de sécurité, les exigences en matière d'assurances, le rapport d'utilisation en dollars et l'échelle des justes salaires.

2. Sommaire

Le ministère de la Défense nationale a besoin de mettre en place une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, des permis, des attestations, des licences, du transport, de la livraison et de l'équipement nécessaire pour fournir, sur demande, les services décrits à l'annexe A, Énoncé des travaux, devis du contrat numéro W010C-12C004, à la BFC Halifax, en Nouvelle-Écosse.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) et des accords de libre-échange Canada-Pérou, Canada-Chili et Canada-Colombie.

3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-03-02) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours
Insérer : quatre-vingt-dix(90) jours

1.1 Clauses du guide des CCUA

Condition du matériel B1000T .

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas

répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (une copie papier)
Section II : offre financière (une copie papier)
Section III: attestations (une copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrans doivent présenter leur offre financière en conformité avec « l'annexe B, Base de paiement ». Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrans complètent l'une des suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrans doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique**1.1.1 Critères techniques obligatoires**

POUR ÊTRE JUGÉE RECEVABLE, UNE SOUMISSION DOIT RESPECTER TOUTES LES EXIGENCES OBLIGATOIRES ÉNONCÉES CI-DESSOUS. LES SOUMISSIONS NE RESPECTANT PAS TOUTES LES EXIGENCES OBLIGATOIRES CI-DESSOUS SERONT JUGÉES NON RECEVABLES ET NE SERONT PLUS CONSIDÉRÉES.

Exigence OBLIGATOIRE à la date de clôture de la demande de soumissions

1.0 Les offrans doivent posséder au moins cinq (5) années d'expérience en réparation et en installation de nouveaux revêtements d'asphalte et de béton. Les offrans DOIVENT utiliser les

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W010C-12-C004

File No. - N° du dossier

PWA-1-64236

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

tableaux ci-dessous pour indiquer trois (3) grands projets ou contrats (un [1] pour chaque projet).

PROJET/CONTRAT N° 1	
Nom de l'entreprise ou de l'organisation cliente Nom : _____	
Nom et titre de la personne-ressource du client	Nom : _____ Titre : _____
Numéros de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client	Tél. : _____ Télec. : _____
Date de début du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Date d'achèvement du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Courte description du projet ou du contrat : _____ _____ _____ _____ _____ _____	

PROJET/CONTRAT N° 2	
Nom de l'entreprise ou de l'organisation cliente Nom : _____	
Nom et titre de la personne-ressource du client	Nom : _____ Titre : _____
Numéros de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client	Tél. : _____ Télec. : _____
Date de début du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Date d'achèvement du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Courte description du projet ou du contrat : _____ _____ _____ _____ _____	

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W010C-12-C004

PWA-1-64236

PROJET/CONTRAT N° 3**Nom de l'entreprise ou de l'organisation cliente****Nom :** _____**Nom et titre de la personne-ressource
du client****Nom :** _____**Titre :** _____**Numéros de téléphone et de
télécopieur de la personne-ressource
du client****Tél. :** _____**Télec. :** _____**Date de début du projet ou du contrat****Mois** _____ **Année** _____**Date d'achèvement du projet ou du
contrat****Mois** _____ **Année** _____**Courte description du projet ou du contrat :**

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

2. Méthode de sélection

2.1 Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande

de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1.1. Programme de contrats fédéraux - attestation

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.

3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

a. () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;

b. () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;

c. () est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;

d. () est assujéti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____
(c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

1.2 Attestation pour ancien fonctionnaire

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus? Oui ()
Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

1.3 Preuve de vérification indépendante de la sécurité

Les soumissionnaires doivent fournir une attestation voulant qu'ils aient réussi une vérification de la sécurité reconnue et que l'entreprise ou la personne ayant effectué la vérification soit autorisée, par un organisme de réglementation, à effectuer des vérifications de la sécurité.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre attestant que son compte est en règle, dans les **trois (3) jours** suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de remplir cette condition pourra avoir pour conséquence que la soumission sera jugée non recevable.

1.4 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les **trois (3) jours** suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de remplir cette condition pourra avoir pour conséquence que la soumission sera jugée non recevable.

1.5 Permis

L'entrepreneur doit obtenir et renouveler tous les permis et certificats d'approbation requis pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales applicables. L'entrepreneur sera responsable de tous les frais imposés en vertu de telles dispositions législatives ou réglementaires. Sur demande, l'entrepreneur devra fournir au Canada une copie de tels permis ou certificats.

1.6 Lettre

Une déclaration signée par le propriétaire de l'entreprise attestant que l'entreprise maintiendra la couverture de la Commission des accidents du travail pendant toute la durée de la convention d'offre à commandes. La lettre doit également attester que l'entreprise maintiendra la police d'assurance, les certifications en soudage, vérification indépendante de sécurité et tous les permis applicables pendant toute la durée de la convention d'offre à commandes

Attestation

En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offrant pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. À la date de clôture de la demande d'offres à commandes, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;

- c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

2. Capacité financière

Sans objet

3. Exigences en matière d'assurance

The Offeror must provide a letter from an insurance broker or an insurance company licensed to operate in Canada stating that the Offeror, if issued a standing offer as a result of the request for standing offer, can be insured in accordance with the Insurance Requirements specified in Annex D .

If the information is not provided in the offer, the Standing Offer Authority will so inform the Offeror and provide the Offeror with a time frame within which to meet the requirement. Failure to comply with the request of the Standing Offer Authority and meet the requirement within that time period will render the offer non-responsive.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « X ».

2. Exigences relatives à la sécurité

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN:
DOSSIER TPSGC No W010C-12-C004

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers NE peuvent PAS PÉNÉTRER sur les lieux sans une escorte.

3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;

b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

3. **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgscc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 **Conditions générales**

2005 (2012-03-02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 **Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les « trimestres » au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quatorze (14) jours civils suivant la fin de la période de référence

4. **Durée de l'offre à commandes**

4.1 **Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du _____ au _____ inclusivement. (à déterminer lors de la publication de l'offre à commandes)

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'offre à commandes est autorisée pour une utilisation au-delà de la période initiale, l'offrant propose de prolonger son offre pour quatre (4) périodes d'option de 12 mois supplémentaires, aux mêmes conditions ainsi qu'aux mêmes taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux prix ou taux calculés selon la formule figurant dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision du responsable de l'offre à commandes d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée trente (30) jours avant la date d'expiration de l'offre. Le responsable de l'offre à commandes publiera une révision de l'offre.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Chukwudi Chinye
Titre : Agent d'attribution des marchés immobiliers
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
1713 Bedford Row, Halifax (N.-É.) B3J 1T3
Téléphone : 902-496-5476
Télécopieur : 902- 496-5016
Courriel : chukwudi.chinye@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant (doit être rempli par l'offrant)

Nom : _____
Téléphone : ____ ____
Cellulaire : ____ ____
Télécopieur : ____ ____
Courriel : _____

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Ministère de la Défense nationale, Forces maritimes de l'Atlantique ou fondé de pouvoir.

7. Procédures pour les commandes

L'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une

commande subséquente n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs prévus dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

9. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 60,000.00\$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

10. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **500,000.00 \$**, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-03-02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) Les conditions générales supplémentaires (LAB-180, 2004-12-10-Conditions de travail - Justes salaires et heures de travail);
- e) les conditions générales (2010C-2012-03-02 .-services (complexité moyenne);
- f) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- g) l'Annexe « B », Base de paiement;
- h) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- i) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- j) l'Annexe « D », Formulaire portant sur l'utilisation des fonds
- k) l'Annexe « D », Échelle des justes salaires
- l) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*),

12. Attestations

12.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

12.2 Clauses du guide des CCUA

Indemnisation des accidents du travail A0285C .

13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010C (2012-03-02 .), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article (13), Intérêt sur les comptes en souffrance, de (2010C, 2012-03-02- services complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente.

2.2 Conditions générales supplémentaires

(LAB-180, 2004-12-10, Conditions de travail-Justes salaires et heures de travail) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix unitaires fermes précisés à l'Annexe B. Les droits de douane sont exclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus , s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception ou ces modifications ou interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux

4.2 Limite de prix

Clause du guide des CCUA C6000C (2011-05-16 .), Limite de prix

4.3 Paiement unique

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12 .), Paiement unique

4.4 Clauses du guide des CCUA

T1204 - demande directe du ministère client

A9117C .

4.5 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter les factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés dans la facture soient complétés. Les factures doivent être présentées comme suit :

- (a) L'original et une (1) copie de la facture doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement au plus tard sept (7) jours après la prestation du service.

Génie construction de la Formation
Forces maritimes de l'Atlantique
B.P. 99000, Succ. Forces
Willow Park, bâtiment n° 7
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3K 5X5

6. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W010C-12-C004

File No. - N° du dossier

PWA-1-64236

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

7. **Clauses du guide des CCUA**

Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

A9062C

Inspection et acceptation

D5328C

Estimation de coût

M3800C

Contrôle du temps

C0711C

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWA-1-64236

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W010C-12-C004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Annexe « B »

BASE DE PAIEMENT

- **Toute la main-d'œuvre, les matériaux, l'équipement et le transport nécessaires pour les travaux d'asphaltage doivent être mesurés selon les unités ci-dessous, d'après la méthode décrite dans le devis ou présentée sur les dessins et la portée des travaux fournis par l'ingénieur.**
- **Les paiements seront fondés sur les travaux réellement effectués, et toutes les quantités seront vérifiées et approuvées par l'ingénieur avant le paiement.**
- **Aucun paiement ne sera effectué pour des pertes, des dégâts ou des bénéfices prévus en raison d'une différence entre les quantités estimées et les travaux réellement effectués.**
- **L'entrepreneur et l'ingénieur doivent, ensemble, fixer les quantités pour les travaux avant le commencement de ceux-ci.**

Année 1 :

Colonne A	Colonne B Description des travaux	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimée	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé = colonne D x colonne E
Enlèvement et élimination de trottoirs en béton, y compris le gazon ou l'enrobé environnant et 150 mm de la fondation, du remblai ou des débris existants.					
1	0-100 mm d'épaisseur	m ²	200	_____ \$	_____ \$
2	101-200 mm d'épaisseur	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de la bordure et du caniveau					
3	Béton	m	100	_____ \$	_____ \$
4	Enrobé	m	50	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de matériaux pour faciliter de nouveaux travaux d'asphaltage					
5	Gazon	m ²	100	_____ \$	_____ \$
6	Enrobé	m ²	300	_____ \$	_____ \$
7	Terre (0-150 mm)	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Découpe à la scie du revêtement pour faciliter de nouveaux travaux de bétonnage					
8	Enrobé (0-100 mm)	m ²	150	_____ \$	_____ \$
9	Béton (0-100 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
10	Béton (101-200 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
11	Béton (201-300 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
Installation d'une nouvelle fondation en gravier compacté, profondeur de 150 mm, pour des dalles et des trottoirs					

12	Matériau de type 1	m ²	500	_____ \$	_____ \$
13	Matériau de type 2	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau pavage de béton bitumineux mélangé à chaud, y compris la couche d'imprégnation et la couche d'accrochage					
14	0-50 mm	m ²	3,000	_____ \$	_____ \$
15	51-75 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
16	Deux revêtements de 50 mm	m ²	2 000	_____ \$	_____ \$
Pose d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en béton, y compris le finissage, la cure, les joints de dilatation et le scellant pénétrant					
17	Caniveau et bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
18	Bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en asphalte					
19	Caniveau et bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
20	Bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
Installation d'une fondation en gravier compacté supplémentaire					
21	Matériau de type 1	m ³	50	_____ \$	_____ \$
22	Matériau de type 2	m ³	25	_____ \$	_____ \$
Fourniture et installation des matériaux de restauration. Terre végétale ratissée et roulée. Gazon en plaques étendu, agrafé et arrosé une fois					
23	Gazon en plaques	m ²	30	_____ \$	_____ \$
24	Terre végétale (100 mm minimum)	m ²	30	_____ \$	_____ \$
Rechargement à l'asphalte mélangé à chaud, y compris la couche d'accrochage					
25	0-50 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
26	51-75 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Obturation de fissures et étanchage					
27	Composé scelleur	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau revêtement en enrobé à froid					
28	0-50 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
29	51-100 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Main-d'œuvre - Première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses liées au déplacement aller-retour de l'entrepreneur ou de l'offrant entre ses locaux et le ou les chantiers, conformément à la section 01 11 00 de l'annexe A, Énoncé des travaux, devis du contrat numéro W010C-12C004.					

La première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses, ne doit pas comprendre les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.

30	Cimentier-fini- sieur ou finisseur de béton avec outils	Heure	1	_____ \$	_____ \$
31	Assistant ou ouvrier	Heure	1	_____ \$	_____ \$
Heures de main-d'œuvre subséquentes seulement. Ne comprend pas les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
32	Cimentier-fini- sieur ou finisseur de béton avec outils	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
33	Assistant ou ouvrier	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
Total année 1					_____ \$

Les matériaux et équipements spécialisés sont remboursés au coût net majoré de 10 %.

- **Toute la main-d'œuvre, les matériaux, l'équipement et le transport nécessaires pour les travaux d'asphaltage doivent être mesurés selon les unités ci-dessous, d'après la méthode décrite dans le devis ou présentée sur les dessins et la portée des travaux fournis par l'ingénieur.**
- **Les paiements seront fondés sur les travaux réellement effectués, et toutes les quantités seront vérifiées et approuvées par l'ingénieur avant le paiement.**
- **Aucun paiement ne sera effectué pour des pertes, des dégâts ou des bénéfices prévus en raison d'une différence entre les quantités estimées et les travaux réellement effectués.**
- **L'entrepreneur et l'ingénieur doivent, ensemble, fixer les quantités pour les travaux avant le commencement de ceux-ci.**

Année d'option 1 :

Colonne A	Colonne B Description des travaux	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimée	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé = colonne D x colonne E
Enlèvement et élimination de trottoirs en béton, y compris le gazon ou l'enrobé environnant et 150 mm de la fondation, du remblai ou des débris existants.					
1	0-100 mm d'épaisseur	m ²	200	_____ \$	_____ \$
2	101-200 mm d'épaisseur	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de la bordure et du caniveau					
3	Béton	m	100	_____ \$	_____ \$
4	Enrobé	m	50	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de matériaux pour faciliter de nouveaux travaux d'asphaltage					
5	Gazon	m ²	100	_____ \$	_____ \$
6	Enrobé	m ²	300	_____ \$	_____ \$
7	Terre (0-150 mm)	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Découpe à la scie du revêtement pour faciliter de nouveaux travaux de bétonnage					
8	Enrobé (0-100 mm)	m ²	150	_____ \$	_____ \$
9	Béton (0-100 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
10	Béton (101-200 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
11	Béton (201-300 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
Installation d'une nouvelle fondation en gravier compacté, profondeur de 150 mm, pour des dalles et des trottoirs					
12	Matériau de type 1	m ²	500	_____ \$	_____ \$
13	Matériau de type 2	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau pavage de béton bitumineux mélangé à chaud, y compris la couche					

d'imprégnation et la couche d'accrochage					
14	0-50 mm	m ²	3,000	_____ \$	_____ \$
15	51-75 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
16	Deux revêtements de 50 mm	m ²	2 000	_____ \$	_____ \$
Pose d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en béton, y compris le finissage, la cure, les joints de dilatation et le scellant pénétrant					
17	Caniveau et bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
18	Bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en asphalte					
19	Caniveau et bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
20	Bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
Installation d'une fondation en gravier compacté supplémentaire					
21	Matériau de type 1	m ³	50	_____ \$	_____ \$
22	Matériau de type 2	m ³	25	_____ \$	_____ \$
Fourniture et installation des matériaux de restauration. Terre végétale ratissée et roulée. Gazon en plaques étendu, agrafé et arrosé une fois					
23	Gazon en plaques	m ²	30	_____ \$	_____ \$
24	Terre végétale (100 mm minimum)	m ²	30	_____ \$	_____ \$
Rechargement à l'asphalte mélangé à chaud, y compris la couche d'accrochage					
25	0-50 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
26	51-75 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Obturation de fissures et étanchage					
27	Composé scelleur	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau revêtement en enrobé à froid					
28	0-50 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
29	51-100 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Main-d'œuvre - Première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses liées au déplacement aller-retour de l'entrepreneur ou de l'offrant entre ses locaux et le ou les chantiers, conformément à la section 01 11 00 de l'annexe A, Énoncé des travaux, devis du contrat numéro W010C-12C004. La première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses, ne doit pas comprendre les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
30	Cimentier-finiisseur ou finisseur de			_____ \$	_____ \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W010C-12-C004

PWA-1-64236

	béton avec outils	Heure	1		
31	Assistant ou ouvrier	Heure	1	_____ \$	_____ \$
Heures de main-d'œuvre subséquentes seulement. Ne comprend pas les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
32	Cimentier-finiisseur ou finisseur de béton avec outils	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
33	Assistant ou ouvrier	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
Total (année d'option 1)					_____ \$

Les matériaux et équipements spécialisés sont remboursés au coût net majoré de 10 %.

- **Toute la main-d'œuvre, les matériaux, l'équipement et le transport nécessaires pour les travaux d'asphaltage doivent être mesurés selon les unités ci-dessous, d'après la méthode décrite dans le devis ou présentée sur les dessins et la portée des travaux fournis par l'ingénieur.**
- **Les paiements seront fondés sur les travaux réellement effectués, et toutes les quantités seront vérifiées et approuvées par l'ingénieur avant le paiement.**
- **Aucun paiement ne sera effectué pour des pertes, des dégâts ou des bénéfices prévus en raison d'une différence entre les quantités estimées et les travaux réellement effectués.**
- **L'entrepreneur et l'ingénieur doivent, ensemble, fixer les quantités pour les travaux avant le commencement de ceux-ci.**

Année d'option 2 :

Colonne A	Colonne B Description des travaux	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimée	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé = colonne D x colonne E
Enlèvement et élimination de trottoirs en béton, y compris le gazon ou l'enrobé environnant et 150 mm de la fondation, du remblai ou des débris existants.					
1	0-100 mm d'épaisseur	m ²	200	_____ \$	_____ \$
2	101-200 mm d'épaisseur	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de la bordure et du caniveau					
3	Béton	m	100	_____ \$	_____ \$
4	Enrobé	m	50	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de matériaux pour faciliter de nouveaux travaux d'asphaltage					
5	Gazon	m ²	100	_____ \$	_____ \$
6	Enrobé	m ²	300	_____ \$	_____ \$
7	Terre (0-150 mm)	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Découpe à la scie du revêtement pour faciliter de nouveaux travaux de bétonnage					
8	Enrobé (0-100 mm)	m ²	150	_____ \$	_____ \$
9	Béton (0-100 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
10	Béton (101-200 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
11	Béton (201-300 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
Installation d'une nouvelle fondation en gravier compacté, profondeur de 150 mm, pour des dalles et des trottoirs					
12	Matériau de type 1	m ²	500	_____ \$	_____ \$
13	Matériau de type 2	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau pavage de béton bitumineux mélangé à chaud, y compris la couche					

d'imprégnation et la couche d'accrochage					
14	0-50 mm	m ²	3,000	_____ \$	_____ \$
15	51-75 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
16	Deux revêtements de 50 mm	m ²	2 000	_____ \$	_____ \$
Pose d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en béton, y compris le finissage, la cure, les joints de dilatation et le scellant pénétrant					
17	Caniveau et bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
18	Bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en asphalte					
19	Caniveau et bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
20	Bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
Installation d'une fondation en gravier compacté supplémentaire					
21	Matériau de type 1	m ³	50	_____ \$	_____ \$
22	Matériau de type 2	m ³	25	_____ \$	_____ \$
Fourniture et installation des matériaux de restauration. Terre végétale ratissée et roulée. Gazon en plaques étendu, agrafé et arrosé une fois					
23	Gazon en plaques	m ²	30	_____ \$	_____ \$
24	Terre végétale (100 mm minimum)	m ²	30	_____ \$	_____ \$
Rechargement à l'asphalte mélangé à chaud, y compris la couche d'accrochage					
25	0-50 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
26	51-75 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Obturation de fissures et étanchage					
27	Composé scelleur	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau revêtement en enrobé à froid					
28	0-50 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
29	51-100 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Main-d'œuvre - Première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses liées au déplacement aller-retour de l'entrepreneur ou de l'offrant entre ses locaux et le ou les chantiers, conformément à la section 01 11 00 de l'annexe A, Énoncé des travaux, devis du contrat numéro W010C-12C004. La première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses, ne doit pas comprendre les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
30	Cimentier-finiisseur ou finisseur de			_____ \$	_____ \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W010C-12-C004

PWA-1-64236

	béton avec outils	Heure	1		
31	Assistant ou ouvrier	Heure	1	_____ \$	_____ \$
Heures de main-d'œuvre subséquentes seulement. Ne comprend pas les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
32	Cimentier-finiisseur ou finisseur de béton avec outils	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
33	Assistant ou ouvrier	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
Total (année d'option 2)					_____ \$

Les matériaux et équipements spécialisés sont remboursés au coût net majoré de 10 %.

- **Toute la main-d'œuvre, les matériaux, l'équipement et le transport nécessaires pour les travaux d'asphaltage doivent être mesurés selon les unités ci-dessous, d'après la méthode décrite dans le devis ou présentée sur les dessins et la portée des travaux fournis par l'ingénieur.**
- **Les paiements seront fondés sur les travaux réellement effectués, et toutes les quantités seront vérifiées et approuvées par l'ingénieur avant le paiement.**
- **Aucun paiement ne sera effectué pour des pertes, des dégâts ou des bénéfices prévus en raison d'une différence entre les quantités estimées et les travaux réellement effectués.**
- **L'entrepreneur et l'ingénieur doivent, ensemble, fixer les quantités pour les travaux avant le commencement de ceux-ci.**

Année d'option 3 :

Colonne A	Colonne B Description des travaux	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimée	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé = colonne D x colonne E
Enlèvement et élimination de trottoirs en béton, y compris le gazon ou l'enrobé environnant et 150 mm de la fondation, du remblai ou des débris existants.					
1	0-100 mm d'épaisseur	m ²	200	_____ \$	_____ \$
2	101-200 mm d'épaisseur	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de la bordure et du caniveau					
3	Béton	m	100	_____ \$	_____ \$
4	Enrobé	m	50	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de matériaux pour faciliter de nouveaux travaux d'asphaltage					
5	Gazon	m ²	100	_____ \$	_____ \$
6	Enrobé	m ²	300	_____ \$	_____ \$
7	Terre (0-150 mm)	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Découpe à la scie du revêtement pour faciliter de nouveaux travaux de bétonnage					
8	Enrobé (0-100 mm)	m ²	150	_____ \$	_____ \$
9	Béton (0-100 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
10	Béton (101-200 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
11	Béton (201-300 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
Installation d'une nouvelle fondation en gravier compacté, profondeur de 150 mm, pour des dalles et des trottoirs					
12	Matériau de type 1	m ²	500	_____ \$	_____ \$
13	Matériau de type 2	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau pavage de béton bitumineux mélangé à chaud, y compris la couche					

d'imprégnation et la couche d'accrochage					
14	0-50 mm	m ²	3,000	_____ \$	_____ \$
15	51-75 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
16	Deux revêtements de 50 mm	m ²	2 000	_____ \$	_____ \$
Pose d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en béton, y compris le finissage, la cure, les joints de dilatation et le scellant pénétrant					
17	Caniveau et bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
18	Bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en asphalte					
19	Caniveau et bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
20	Bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
Installation d'une fondation en gravier compacté supplémentaire					
21	Matériau de type 1	m ³	50	_____ \$	_____ \$
22	Matériau de type 2	m ³	25	_____ \$	_____ \$
Fourniture et installation des matériaux de restauration. Terre végétale ratissée et roulée. Gazon en plaques étendu, agrafé et arrosé une fois					
23	Gazon en plaques	m ²	30	_____ \$	_____ \$
24	Terre végétale (100 mm minimum)	m ²	30	_____ \$	_____ \$
Rechargement à l'asphalte mélangé à chaud, y compris la couche d'accrochage					
25	0-50 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
26	51-75 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Obturation de fissures et étanchage					
27	Composé scelleur	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau revêtement en enrobé à froid					
28	0-50 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
29	51-100 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Main-d'œuvre - Première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses liées au déplacement aller-retour de l'entrepreneur ou de l'offrant entre ses locaux et le ou les chantiers, conformément à la section 01 11 00 de l'annexe A, Énoncé des travaux, devis du contrat numéro W010C-12C004. La première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses, ne doit pas comprendre les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
30	Cimentier-finisher ou finisseur de			_____ \$	_____ \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W010C-12-C004

PWA-1-64236

	béton avec outils	Heure	1		
31	Assistant ou ouvrier	Heure	1	_____ \$	_____ \$
Heures de main-d'œuvre subséquentes seulement. Ne comprend pas les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
32	Cimentier-finiisseur ou finisseur de béton avec outils	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
33	Assistant ou ouvrier	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
Total (année d'option 3)					_____ \$

Les matériaux et équipements spécialisés sont remboursés au coût net majoré de 10 %.

- **Toute la main-d'œuvre, les matériaux, l'équipement et le transport nécessaires pour les travaux d'asphaltage doivent être mesurés selon les unités ci-dessous, d'après la méthode décrite dans le devis ou présentée sur les dessins et la portée des travaux fournis par l'ingénieur.**
- **Les paiements seront fondés sur les travaux réellement effectués, et toutes les quantités seront vérifiées et approuvées par l'ingénieur avant le paiement.**
- **Aucun paiement ne sera effectué pour des pertes, des dégâts ou des bénéfices prévus en raison d'une différence entre les quantités estimées et les travaux réellement effectués.**
- **L'entrepreneur et l'ingénieur doivent, ensemble, fixer les quantités pour les travaux avant le commencement de ceux-ci.**

Année d'option 4 :

Colonne A	Colonne B Description des travaux	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Quantité estimée	Colonne E Prix unitaire	Colonne F Prix calculé = colonne D x colonne E
Enlèvement et élimination de trottoirs en béton, y compris le gazon ou l'enrobé environnant et 150 mm de la fondation, du remblai ou des débris existants.					
1	0-100 mm d'épaisseur	m ²	200	_____ \$	_____ \$
2	101-200 mm d'épaisseur	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de la bordure et du caniveau					
3	Béton	m	100	_____ \$	_____ \$
4	Enrobé	m	50	_____ \$	_____ \$
Enlèvement et élimination de matériaux pour faciliter de nouveaux travaux d'asphaltage					
5	Gazon	m ²	100	_____ \$	_____ \$
6	Enrobé	m ²	300	_____ \$	_____ \$
7	Terre (0-150 mm)	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Découpe à la scie du revêtement pour faciliter de nouveaux travaux de bétonnage					
8	Enrobé (0-100 mm)	m ²	150	_____ \$	_____ \$
9	Béton (0-100 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
10	Béton (101-200 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
11	Béton (201-300 mm)	m ²	50	_____ \$	_____ \$
Installation d'une nouvelle fondation en gravier compacté, profondeur de 150 mm, pour des dalles et des trottoirs					
12	Matériau de type 1	m ²	500	_____ \$	_____ \$
13	Matériau de type 2	m ²	100	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau pavage de béton bitumineux mélangé à chaud, y compris la couche					

d'imprégnation et la couche d'accrochage					
14	0-50 mm	m ²	3,000	_____ \$	_____ \$
15	51-75 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
16	Deux revêtements de 50 mm	m ²	2 000	_____ \$	_____ \$
Pose d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en béton, y compris le finissage, la cure, les joints de dilatation et le scellant pénétrant					
17	Caniveau et bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
18	Bordure en béton	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau caniveau et d'une nouvelle bordure en asphalte					
19	Caniveau et bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
20	Bordure en asphalte	m	150	_____ \$	_____ \$
Installation d'une fondation en gravier compacté supplémentaire					
21	Matériau de type 1	m ³	50	_____ \$	_____ \$
22	Matériau de type 2	m ³	25	_____ \$	_____ \$
Fourniture et installation des matériaux de restauration. Terre végétale ratissée et roulée. Gazon en plaques étendu, agrafé et arrosé une fois					
23	Gazon en plaques	m ²	30	_____ \$	_____ \$
24	Terre végétale (100 mm minimum)	m ²	30	_____ \$	_____ \$
Rechargement à l'asphalte mélangé à chaud, y compris la couche d'accrochage					
25	0-50 mm	m ²	2,000	_____ \$	_____ \$
26	51-75 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Obturation de fissures et étanchage					
27	Composé scelleur	m	300	_____ \$	_____ \$
Coulage d'un nouveau revêtement en enrobé à froid					
28	0-50 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
29	51-100 mm	m ²	1,000	_____ \$	_____ \$
Main-d'œuvre - Première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses liées au déplacement aller-retour de l'entrepreneur ou de l'offrant entre ses locaux et le ou les chantiers, conformément à la section 01 11 00 de l'annexe A, Énoncé des travaux, devis du contrat numéro W010C-12C004. La première heure de main-d'œuvre directe, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses, ne doit pas comprendre les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
30	Cimentier-finiisseur ou finisseur de			_____ \$	_____ \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W010C-12-C004

PWA-1-64236

	béton avec outils	Heure	1		
31	Assistant ou ouvrier	Heure	1	_____ \$	_____ \$
Heures de main-d'œuvre subséquentes seulement. Ne comprend pas les coûts unitaires des travaux indiqués aux points 1 à 29 ci-dessus.					
32	Cimentier-finiisseur ou finisseur de béton avec outils	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
33	Assistant ou ouvrier	Par heure	250	_____ \$	_____ \$
Total (année d'option 4)					_____ \$

Les matériaux et équipements spécialisés sont remboursés au coût net majoré de 10 %.

Montant total = Total (année 1) + total (année d'option 1) + total (année d'option 2) + total (année d'option 3) + total (année d'option 4) = _____ \$

Le montant total correspond au montant qui sera pris en considération dans l'évaluation des soumissions présentées.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W010C-12-C004

File No. - N° du dossier

PWA-1-64236

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

ANNEXE « D »**EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE****Assurance de responsabilité civile commerciale**

1.L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2.La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

A. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur.

L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

B. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

C. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

d.Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

E. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

F. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

G. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

H. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

I. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

J. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

K. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

L. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

M. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

N. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

O. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - A. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - B. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - C. Garantie non-assurance des tiers;
 - D. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-12C004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa122

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W010C-12-C004

File No. - N° du dossier

PWA-1-64236

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE « F »
ÉCHELLE DE JUSTES SALAIRES



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W010C-12-C004

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine NATIONAL DEFENCE		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Marlant FCE
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail ASPHALT - Paving and Repairs		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
W010C-12-C004

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

SM ☒ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ ☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL ☐ SECRET
SECRET ☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET ☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL ☐ NATO SECRET
NATO SECRET ☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

SM ☐ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux : IF REQUIRED, COMMISSIONAIRE WILL BE PROVIDED

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W010C-12-C004

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W010C-12-C004

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
MWO Carl Erskine		Contracts Officer	<i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
902-722-4906	902-722-1847	Erskine.cw2@forces.gc.ca	13 January 2012

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Medjovic, Sasha		SO	<i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
613-949-1032	613-949-1069	sasa.medjovic@forces.gc.ca	2012-03-01

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?		No <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> Non Oui
---	--	--

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Jill Mahon Contract Security Officer, Contract Security Division Jill.Mahon@tpsgc-pwgsc.gc.ca			<i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
613-960-0104 / 613-954-1171			March 12/2012



FAIR WAGE SCHEDULE FOR FEDERAL CONSTRUCTION CONTRACTS

ÉCHELLE DE JUSTES SALAIRES POUR LES CONTRATS FÉDÉRAUX DE CONSTRUCTION

Nova Scotia - Halifax
Effective August 13, 2007 / En vigueur 13 août 2007

Construction trades workers on the federal government construction contract listed in this appendix must be paid a regular hourly wage rate no less than the rate on this schedule for the type of work they are doing under the contract.

The apprentice wage rates are included into this schedule by reference to the *Apprenticeship and Trades Qualifications Act* (ATQA) of the province. Thus, where the ATQA refers to a percentage of a corresponding journeyman's wage for a specific occupation, that percentage shall be applied against the wages listed below.

CLASSIFICATION OF LABOUR CATÉGORIE DE MAIN-D'OEUVRE

Les travailleurs de métiers de la construction, sur un contrat fédéral de construction, doivent être payés à un taux de salaires non moindre que le taux de cette échelle pour le type de travail effectué en vertu du contrat en question.

Le salaire des apprentis est inclus dans cette échelle en faisant référence à *Loi sur « Apprenticeship and Trades Qualifications Act (ATQA) »* de la province. Ainsi, là où l'ATQA prescrit que le salaire d'un apprenti doit correspondre au pourcentage du salaire d'un ouvrier qualifié de la même occupation, le calcul sera effectué en utilisant les taux ci-dessous.

FAIR WAGE RATE PER HOUR NOT LESS THAN TAUX DE JUSTE SALAIRE NON INFÉRIEUR À

Electricians Electriciens	24.46
Plumbers Plombiers	24.50
Pipefitters, Steamfitters Tuyauteurs, monteurs de tuyaux à vapeur	27.31
Sprinkler System Installers Monteurs de réseaux d'extincteurs automatiques	26.61
Sheet Metal Workers Toliers (ouvriers de feuilles de métal)	23.58
Ironworkers Monteurs de charpentes métalliques et ferrailleurs	24.65
Carpenters Charpentiers-menuisiers	22.35
Bricklayers Briqueleurs-maçons	23.05
Cement Finishers Finisseurs de béton ou ciment	18.56
Tilesetters (including terrazo, marble setters) Poseurs de carrelage (de céramique, de marbre, etc.)	19.19
Lathers, Interior System Mechanics/Drywall Installers Latteurs, mec. de syst. int/poseurs de cloisons sèches	23.87
Plasterers, Drywall Finishers and Tapers Platriers, jointoyeurs de cloisons sèches	22.80
Roofers Couvresseurs de toits multicouches	18.68

Glaziers Vitriers	16.09
Insulators Poseurs de matériaux isolants	25.03
Painters Peintres	16.99
Construction Millwrights Mécaniciens de chantier	23.86
Heavy Duty Equipment Mechanics Mécaniciens de machinerie lourde	21.18
Refrigeration and Air Conditioning Mechanics Mécaniciens en réfrigération et climatisation	27.29
Crane Operators Conducteurs/opérateurs de grue	22.07
Straight Truck Drivers Conducteurs de camions unitaires	15.48
Road Tractor Drivers for Semi-Trailers and Trailers Cond. de tracteurs routiers pour semi-remorques ou remorques	16.43
Operators Heavy Equipment (ex. Cranes, Graders Asphalt Paving) Conducteurs de machine. lourde sauf grue niveleuse, pavage et asphalte	18.18
Grader Operators Conducteurs de niveleuse (grader)	16.51
Paver and Asphalt Plant Operators Conducteurs de machinerie de pavage et d'asphaltage	15.76
Packer (Road-Roller) Operators Conducteurs de rouleau compresseur (Packer)	14.74
Traffic Accomodation Person (Flagperson) Ouvrier chargé de diriger la circulation	9.59
Form Setters Coffreur de béton (Installateur de coffrage préfabriqué)	15.77
Asphalt Layers (by hand – includes rakers) Poseurs et étendeurs d'asphalte (à la main et en se servant d'un râteau)	15.53
Trade Helpers, Labourers (ex. Asphalt Layers, Flagpersons, Form setter) Manoeuvres (sauf asph., circul., Coffreur béton)	15.65
<div> <p>Fair wage schedule prepared by: Labour Standards and Workplace Equity Branch Labour Program, Human Resources and Social Development Canada based on The National Construction Industry Wage Rate Survey (2006) conducted by the Small Business and Special Surveys Division, Statistics Canada.</p> </div> <div> <p>L'échelle des justes salaires préparée par: Normes de travail et équité en milieu de travail Programme du travail, Ressources humaines et Développement social du Canada basée sur l'Enquête nationale sur les taux salariaux dans le secteur de la construction (2006) faite par la Division des petites entreprises et enquêtes spéciales, Statistique Canada.</p> </div>	

CONTRACTORS SHOULD NOTE:	L'ENTREPRENEUR DOIT NOTER :
<p>a. THAT DURING THE TERM OF THIS CONTRACT, THE RATES LISTED HEREIN MAY BE REVISED IN ACCORDANCE WITH THE LABOUR CONDITIONS; AND</p> <p>b. THAT IN CARRYING OUT ANY OF THE WORK CONTEMPLATED BY THIS CONTRACT, THE CONTRACTOR IS ALSO SUBJECT TO ANY APPLICABLE PROVINCIAL LAWS AND REGULATIONS; and</p> <p>C. OVERTIME MUST BE PAID ACCORDING TO PROVINCIAL LEGISLATION CONCERNING HOURS OF WORK AT A RATE EQUAL TO AT LEAST ONE AND ONE-HALF TIMES THE FAIR WAGE RATE; and</p> <p>d. SCHEDULE RATES ARE 'STRAIGHT' WAGES AND DO NOT INCLUDE COMPENSATION IN THE FORM OF BENEFITS (FOR EXAMPLE, MEDICAL, DENTAL OR PENSION PLANS).</p>	<p>a. QUE PENDANT LA DURÉE DE CE CONTRAT, LES TAUX DE SALAIRES ÉNUMÉRÉS DANS L'ANNEXE PEUVENT ÊTRE REVISÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES CONDITIONS DE TRAVAIL, ET</p> <p>b. QUE DANS L'EXÉCUTION DE TOUT TRAVAIL PRÉVU PAR LE CONTRAT, L'ENTREPRENEUR EST AUSSI ASSUJETTI AUX LOIS ET RÈGLEMENTS PROVINCIAUX, et</p> <p>C. LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE DOIT ÊTRE RÉMUNÉRÉ CONFORMÉMENT AUX LOIS PROVINCIALES RELATIVES AUX HEURES DE TRAVAIL À UN TAUX ÉQUIVALENT AU MOINS UNE FOIS ET DEMI LE TAUX DES JUSTES SALAIRES, et</p> <p>d. LES TAUX DE L'ÉCHELLE FAIT RÉFÉRENCE À LA RÉMUNÉRATION EN SALAIRE ET NE COMPRENNENT PAS LA RÉMUNÉRATION SOUS FORME D'AVANTAGES SOCIAUX (PAR EXEMPLE, LES PLANS D'ASSURANCE MÉDICALE OU DENTAIRE, OU LES RÉGIMES DE PENSION).</p>

<p>FOR INFORMATION CONCERNING THESE SCHEDULES AND THE <i>FAIR WAGES AND HOURS OF LABOUR ACT</i> UNDER WHICH THEY ARE DEVELOPED, OR TO LODGE A COMPLAINT, CONTACT YOUR NEAREST LABOUR PROGRAM DISTRICT OFFICE LISTED IN THE BLUE PAGES OF YOUR TELEPHONE DIRECTORY UNDER GOVERNMENT OF CANADA, HUMAN RESOURCES AND SOCIAL DEVELOPMENT CANADA OR CALL 1-800-OCANADA.</p>	<p>POUR OBTENIR DE L'INFORMATION SUR LES ÉCHELLES ET LA <i>LOI SUR LES JUSTES SALAIRES ET LES HEURES DE TRAVAIL</i> SOUS LESQUELS ILS ONT ÉTÉ DÉVELOPPÉ, OU POUR DÉPOSER UNE PLAINTÉ, CONTACTEZ LE BUREAU LOCAL DU PROGRAMME DU TRAVAIL LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS EN CHERCHANT DANS LES PAGES BLEUES DE VOTRE ANNUAIRE SOUS GOVERNEMENT DU CANADA, RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU CANADA. VOUS POUVEZ ÉGALEMENT TÉLÉPHONER AU 1-800-OCANADA.</p>
--	--



FAIR WAGE SCHEDULE FOR FEDERAL CONSTRUCTION CONTRACTS

ÉCHELLE DE JUSTES SALAIRES POUR LES CONTRATS FÉDÉRAUX DE CONSTRUCTION

Nova Scotia - North/Central/South / Nouvelle-Écosse - Nord/Centrale/Sud
(New Glasgow, Truro, Kentville, Yarmouth)

Effective August 13, 2007 / En vigueur le 13 août 2007

Construction trades workers on the federal government construction contract listed in this appendix must be paid a regular hourly wage rate no less than the rate on this schedule for the type of work they are doing under the contract.

The apprentice wage rates are included into this schedule by reference to the *Apprenticeship and Trades Qualifications Act* (ATQA) of the province. Thus, where the ATQA refers to a percentage of a corresponding journeyperson's wage for a specific occupation, that percentage shall be applied against the wages listed below.

CLASSIFICATION OF LABOUR CATÉGORIE DE MAIN-D'OEUVRE

Les travailleurs de métiers de la construction, sur un contrat fédéral de construction, doivent être payés à un taux de salaires non moindre que le taux de cette échelle pour le type de travail effectué en vertu du contrat en question.

Le salaire des apprentis est inclus dans cette échelle en faisant référence à *Loi sur « Apprenticeship and Trades Qualifications Act (ATQA) »* de la province. Ainsi, là où l' ATQA prescrit que le salaire d'un apprenti doit correspondre au pourcentage du salaire d'un ouvrier qualifié de la même occupation, le calcul sera effectué en utilisant les taux ci-dessous.

FAIR WAGE RATE PER HOUR NOT LESS THAN TAUX DE JUSTE SALAIRE NON INFÉRIEUR À

Electricians Electriciens	20.08
Plumbers Plombiers	19.06
Pipefitters, Steamfitters Tuyauteurs, monteurs de tuyaux à vapeur	26.48
Sprinkler System Installers Monteurs de réseaux d'extincteurs automatiques	26.61
Sheet Metal Workers Toliers (ouvriers de feuilles de métal)	20.46
Ironworkers Monteurs de charpentes métalliques et ferrailleurs	24.65
Carpenters Charpentiers-menuisiers	17.66
Bricklayers Briqueurs-maçons	23.08
Cement Finishers Finisseurs de béton ou ciment	19.91
Tilesetters (including terrazo, marble setters) Poseurs de carrelage (de céramique, de marbre, etc.)	18.72
Lathers, Interior System Mechanics/Drywall Installers Latteurs, mec. de syst. int./poseurs de cloisons sèches	23.87

Plasterers, Drywall Finishers and Tapers Plâtriers, jointoyeurs de cloisons sèches	21.21
Roofers Couvreurs de toits multicouches	18.96
Glaziers Vitriers	16.78
Painters Peintres	14.36
Construction Millwrights Mécaniciens de chantier	23.12
Heavy Duty Equipment Mechanics Mécaniciens de machinerie lourde	18.26
Refrigeration and Air Conditioning Mechanics Mécaniciens en réfrigération et climatisation	20.56
Crane Operators Conducteurs/opérateurs de grue	22.07
Straight Truck Drivers Conducteurs de camions unitaires	13.18
Road Tractor Drivers for Semi-Trailers and Trailers Cond. de tractrs routiers pour semi-remorques ou remorques	13.60
Operators Heavy Equipment (ex. Cranes, Graders, Asphalt Paving) Conducteurs-machin. lourde sauf grue niveleuse, pavage et asphalt	16.02
Grader Operators Conducteurs de niveleuse (grader)	15.86
Paver and Asphalt Plant Operators Conducteurs de machinerie de pavage et d'asphaltage	14.93
Packer (Road-Roller) Operators Conducteurs de rouleau compresseur (Packer)	12.73
Traffic Accommodation Person (Flagperson) Ouvrier chargé de diriger la circulation	10.57
Form Setters Coffreurs de béton (Installateur de coffrage préfabriqué)	16.31
Asphalt Layers (by hand – includes rakers) Poseurs et étandeurs d'asphalte (à la main et en se servant d'un râteau)	15.53
Trade Helpers, Labourers (excluding Asphalt Layers, Flag person, Formsetter) Manoeuvres (sauf asph., circul., Coffreur béton)	14.50
<p>Fair wage schedule prepared by: Labour Standards and Workplace Equity Branch Labour Program, Human Resources and Social Development Canada based on The National Construction Industry Wage Rate Survey (2006) conducted by the Small Business and Special Surveys Division, Statistics Canada.</p>	
<p>L'échelle des justes salaires préparée par: Normes de travail et équité en milieu de travail Programme du travail, Ressources humaines et Développement social du Canada basée sur l'Enquête nationale sur les taux salariaux dans le secteur de la construction (2006) faite par la Division des petites entreprises et enquêtes spéciales, Statistique Canada.</p>	

CONTRACTORS SHOULD NOTE:	L'ENTREPRENEUR DOIT NOTER :
<p>a. THAT DURING THE TERM OF THIS CONTRACT, THE RATES LISTED HEREIN MAY BE REVISED IN ACCORDANCE WITH THE LABOUR CONDITIONS; AND</p> <p>b. THAT IN CARRYING OUT ANY OF THE WORK CONTEMPLATED BY THIS CONTRACT, THE CONTRACTOR IS ALSO SUBJECT TO ANY APPLICABLE PROVINCIAL LAWS AND REGULATIONS; and</p> <p>C. OVERTIME MUST BE PAID ACCORDING TO PROVINCIAL LEGISLATION CONCERNING HOURS OF WORK AT A RATE EQUAL TO AT LEAST ONE AND ONE-HALF TIMES THE FAIR WAGE RATE; and</p> <p>d. SCHEDULE RATES ARE 'STRAIGHT' WAGES AND DO NOT INCLUDE COMPENSATION IN THE FORM OF BENEFITS (FOR EXAMPLE, MEDICAL, DENTAL OR PENSION PLANS).</p>	<p>a. QUE PENDANT LA DURÉE DE CE CONTRAT, LES TAUX DE SALAIRES ÉNUMÉRÉS DANS L'ANNEXE PEUVENT ÊTRE REVISÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES CONDITIONS DE TRAVAIL, ET</p> <p>b. QUE DANS L'EXÉCUTION DE TOUT TRAVAIL PRÉVU PAR LE CONTRAT, L'ENTREPRENEUR EST AUSSI ASSUJETTI AUX LOIS ET RÈGLEMENTS PROVINCIAUX, et</p> <p>C. LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE DOIT ÊTRE RÉMUNÉRÉ CONFORMÉMENT AUX LOIS PROVINCIALES RELATIVES AUX HEURES DE TRAVAIL À UN TAUX ÉQUIVALENT AU MOINS UNE FOIS ET DEMI LE TAUX DES JUSTES SALAIRES, et</p> <p>d. LES TAUX DE L'ÉCHELLE FAIT RÉFÉRENCE À LA RÉMUNÉRATION EN SALAIRE ET NE COMPRENNENT PAS LA RÉMUNÉRATION SOUS FORME D'AVANTAGES SOCIAUX (PAR EXEMPLE, LES PLANS D'ASSURANCE MÉDICALE OU DENTAIRE, OU LES RÉGIMES DE PENSION).</p>

<p>FOR INFORMATION CONCERNING THESE SCHEDULES AND THE <i>FAIR WAGES AND HOURS OF LABOUR ACT</i> UNDER WHICH THEY ARE DEVELOPED, OR TO LODGE A COMPLAINT, CONTACT YOUR NEAREST LABOUR PROGRAM DISTRICT OFFICE LISTED IN THE BLUE PAGES OF YOUR TELEPHONE DIRECTORY UNDER GOVERNMENT OF CANADA, HUMAN RESOURCES AND SOCIAL DEVELOPMENT CANADA OR CALL 1-800-OCANADA.</p>	<p>POUR OBTENIR DE L'INFORMATION SUR LES ÉCHELLES ET LA <i>LOI SUR LES JUSTES SALAIRES ET LES HEURES DE TRAVAIL</i> SOUS LESQUELS ILS ONT ÉTÉ DÉVELOPPÉ, OU POUR DÉPOSER UNE PLAINTÉ, CONTACTEZ LE BUREAU LOCAL DU PROGRAMME DU TRAVAIL LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS EN CHERCHANT DANS LES PAGES BLEUES DE VOTRE ANNUAIRE SOUS GOVERNEMENT DU CANADA, RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU CANADA. VOUS POUVEZ ÉGALEMENT TÉLÉPHONER AU 1-800-OCANADA.</p>
--	--